

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-076**

SÉANCE DU 7 OCTOBRE 2025

**POINT A.1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 JUIN 2025**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 7 octobre 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L712-3,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 26 juin 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)

Membres composant le conseil : 27
Membres présents (14) ou suppléés (3) : 17
Membres absents et non suppléés : 10

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique

le 21/10/2025 10:19:15 +02:00



Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 26 JUIN 2025

Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration réuni en formation plénière le 26 juin 2025

Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 10 juin 2025
2. Questions budgétaires et financières :
 - 2.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2026
 - 2.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2026
3. Questions relatives à l'international :
 - 3.1 Approbation du schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale
4. Questions relatives aux ressources humaines :
 - 4.1 Approbation de l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail
 - 4.2 Approbation du projet de fusion de la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) et de la Direction du Cadre de Vie et de la Sécurité (DCaVIS)
 - 4.3 Approbation du transfert de la gestion des formations en alternance et formation continue vers les composantes
 - 4.4 Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2025-2026
 - 4.5 Approbation de la suppression de la procédure de dérogation aux plafonds d'heures complémentaires recommandés
 - 4.6 Actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)
 - 4.7 Approbation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)
 - 4.8 Référentiel des responsabilités pédagogiques au titre de l'année 2025-2026 :
 - 4.8.1 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2025-2026
 - 4.8.2 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT au titre de l'année 2025-2026
 - 4.9 Approbation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année universitaire 2025-2026

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 1.1 Approbation de l'offre de formations « FC Label » de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé à compter de l'année universitaire 2025-2026
 - 1.2 Approbation de la modification de l'offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 6 mai 2025
 - 1.3 Approbation de la modification de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 1^{er} avril 2025
 - 1.4 Approbation de la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)
 - 1.5 Approbation de la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)
 - 1.6 Approbation de la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Agrosciences, Environnement et Santé)
 - 1.7 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année 2024-2025 (vague 3)
 - 1.8 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) : approbation de la programmation des actions de l'année 2026 (vague 1)
2. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 2.1 Présentation de la stratégie de déploiement du contrôle interne métier (information)
 - 2.2 Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2025-2026

- 2.3 Information relative aux adhésions et renouvellements d'Avignon Université à des organismes ou associations dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président (état du 13 juin 2025)
- 3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 3.1 Information relative aux conventions signées dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président (état du 13 juin 2025)
 - 3.2 Approbation de la convention de partenariat entre Avignon Université et l'ES Banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025
 - 3.3 Approbation de la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le lycée François Pétrarque (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Management et Gestion des Organisations » (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2024-2025
- 4. Questions diverses¹

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 26 juin 2025, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	X		
Collège A	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny		M. RICHAUD Alain	
	Mme FALKERT Anika	X		
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
Collège B	Mme CAVALIE Elsa	X		
	M. MONNET Fabien	X		
	Mme KOUMPLI Christina	X		
	M. PAYAN Paul		M. RICHAUD Alain	
	Mme TIXIER Anne-Sylvie			X
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal			X
	Mme SERON Jenny	X		
	Mme ANDRÉ Fanny	X		
	M. LUBIN Mario	X		
Collège Etudiants	M. CHALUMEAU COLATO Hugo	X		
	Mme MAZZITELLI Lisa		M. CHALUMEAU COLATO Hugo	
	Mme CHAUVIN Marine			X
	M. YEPEZ Thomas			X
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne			X
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle			X
	M. BISSIERE Michel		M. LINARÈS Georges	
	M. CARLIN Frédéric		M. LINARÈS Georges	
	M. GONIDEC Jean-François		Mme VINET Agnès	
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger			X
	Mme JULLIAN Catherine			X
Participants à titre consultatif de droit	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane			X
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	M. GUIN Joël			X
	M. GUINTOLI Claude			X
	M. JABAÏAN Bassam			X
Invités	Mme ANTOINE Sophie	X		
	Mme BELLAMINE Nabila	X		
	Mme GALNON Claudie	X		
	M. NOTTIN Stéphane	X		
	Mme PEZZO Delphine	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (14) ou suppléés (6) : 20

Membres absents et non suppléés : 8

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h30.

Informations générales

- Contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) étendus :

Le projet du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) est de passer à des COMP avec un formalisme unique qui est une extension du COMP antérieur avec trois changements majeurs :

- le COMP passe de 3 à 5 ans ;
- le COMP, désormais appelé « COMP 100 % mission » devra couvrir l'ensemble du projet d'établissement ;
- le COMP doit réunir l'ensemble des grands acteurs institutionnels de la recherche, de l'innovation et de la formation sur le territoire. Pour Avignon Université, il s'agit essentiellement des organismes de recherche (INRAE et CNRS) et des collectivités territoriales et l'établissement a d'ores et déjà inscrit cela dans le COMP Vague 3.

La signature des COMP était prévue pour le mois de janvier 2026. Le Président indique que la rédaction d'un projet pour cette échéance est techniquement à la portée de l'établissement. Toutefois, les temps de discussion et d'échange avec la communauté universitaire est incompressible. Cela constitue le risque principal de ce calendrier serré. De plus, les échanges avec les collectivités territoriales et les organismes de recherche nécessitent également du temps.

Concernant l'élargissement du périmètre des COMP, le Président indique que le Recteur a récemment réaffirmé le fait que les universités ont la main sur leur projet et restent chefs de file. Il ajoute que pour construire un projet d'établissement avec des moyens et des implications sur le long terme, Avignon Université doit travailler avec l'INRAE, l'INSHS, le CNRS, les collectivités territoriales ou encore le CROUS.

- Visite du ministre :

Le vendredi 11 juillet 2025, Monsieur Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, viendra à Avignon Université dans le cadre d'une visite de l'établissement et de la Villa Créative.

- Dévolution du patrimoine :

La Préfecture propose à Avignon Université de prendre en charge l'ensemble du bâtiment « Chabran ». En effet, la caserne Chabran, dans laquelle se trouve actuellement le Service de la Formation Tout au Long de la Vie, compte deux étages inoccupés. Une partie du bâtiment pourrait être louée à des acteurs de l'ESR, par exemple à l'École des Nouvelles Images (ENSI). Cela constitue une opportunité pour l'université. Le contexte général est le suivant : le MESR a indiqué que la situation actuelle de la gestion d'une partie du patrimoine immobilier des universités par les domaines pose question. Aussi, il veut qu'à l'horizon de deux à trois ans, l'établissement se dirige soit vers la dévolution du patrimoine soit vers une foncière d'État qui gérerait l'ensemble du patrimoine immobilier des universités qui n'auraient pas obtenu la dévolution. Il s'agit ici d'un moment déterminant pour Avignon Université concernant son immobilier. Au-delà de l'aspect économique, la question immobilière conditionne pour partie la capacité de l'établissement à se développer et à tenir ses engagements environnementaux (rénovation et entretien des espaces). Des ateliers se sont tenus récemment au sein de France Universités sur ces éléments.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 10 juin 2025

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 10 juin 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions budgétaires et financières :

2.1. Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2026

Après s'être assuré de l'obtention du quorum physique requis en matière budgétaire, le VP CA invite Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières (DAF), à présenter les orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2026.

L'établissement étant en cours d'exécution de son budget 2025, les derniers chiffres arrêtés sont ceux du compte financier 2024 et ces derniers serviront ici de base de référence.

Madame Laurence Sommazi présente en premier lieu le bilan de la situation financière d'Avignon Université et rappelle que le compte financier a terminé avec un résultat légèrement déficitaire d'environ 20 K€. La capacité d'autofinancement était d'1,8 M€, permettant à l'établissement de financer ses investissements. Le fonds de roulement de l'année 2024 était sensiblement équivalent à celui de l'année 2023. Cela signifie que l'université n'a pas eu à recourir à son fonds de roulement pour un déficit important, ni pour financer ses investissements. La trésorerie a quelque peu augmenté par

rapport à l'année 2023. Cela s'explique par les recettes liées aux contrats de recherche dont l'encaissement et l'exécution sont décalés dans le temps, d'où l'effet mécanique d'augmentation de la trésorerie.

Concernant le budget initial 2025 voté par le Conseil d'administration au mois de décembre 2024, le déficit prévisionnel était d'1,6 M€ pour l'année 2025. Ce résultat pourrait sensiblement évoluer par une marge d'exécution et des éléments qui n'étaient pas connus lors de la préparation du budget 2025 et qui, depuis, ont été confirmés. Il s'agit notamment :

- du financement par l'État de l'augmentation du CAS Pensions, qui représente un peu plus de 800 K€ ;
- de la possible pérennisation du versement des reliquats du CFA ;
- du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) dont le premier versement est prévu en 2025.

Madame Laurence Sommazi indique que cette année, il y aura probablement une baisse conjoncturelle des dépenses de fonctionnement liée notamment au changement de système d'information financier (SIFAC+), ce qui ralentit quelque peu le flux des dépenses de fonctionnement.

Concernant la masse salariale, cette dernière a augmenté de plus 10,6 M€ en 10 ans. La progression des effectifs est normale, toutefois, la progression est de plus d'1 M€ d'une année à l'autre. En effet, les mesures salariales sont partiellement financées (50%) tel qu'1 M€ lié à l'augmentation du point d'indice.

Le contexte budgétaire est déficitaire. L'établissement n'avait jamais connu de déficit jusqu'en 2022, avec un déficit d'exécution de près de 800 K€. En 2023, il n'y a pas eu de déficit car en fin d'année, l'établissement a bénéficié d'une dotation exceptionnelle de subvention pour charge de service public (SCSP) d'1 M€. En 2024, le budget est légèrement déficitaire mais il cache des changements structurels importants liés à un décalage de certains produits et des charges qui n'ont pas été exécutées.

Madame Laurence Sommazi indique qu'en termes de ressources, la tendance est à la baisse, notamment la SCSP et présente le tableau ci-après :

	Notification SCSP initiale 2025	Notification SCSP définitive 2024	Notification SCSP définitive 2023	Notification SCSP définitive 2022	Notification SCSP définitive 2021	Notification SCSP définitive 2020
Part fonctionnement SCSP (hors spécifique)	4 017 162	4 104 644	4 206 891	4 291 365	4 257 114	4 233 719
Evolution annuelle (en %)	-2,20%	-2,50%	-2,00%	0,80%	0,50%	

Concernant les dépenses, elles augmentent car le coût de l'énergie a fortement augmenté (gaz et électricité). De plus, ces dernières années, de nouvelles dépenses structurelles sont apparues tel que le gardiennage imposé par le plan Vigipirate ou encore les dépenses liées au système d'information qui sont désormais devenus des dépenses de fonctionnement. De manière générale, les dépenses structurelles représentent environ 5 M€/an (entretien des bâtiments, dépenses de gardiennage, assurances, véhicules, carburant, système de sécurité incendie, systèmes d'information, marchés des traiteurs, marchés de formation des personnels, communication, livres, périodiques, certification annuelle des comptes, déplacements professionnels).

Le nouveau décret financier qui modernise le régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) a modifié les critères de soutenabilité financière des établissements. Auparavant, ces derniers étaient jugés uniquement sur le résultat de l'exercice. Le nouveau décret s'appuie désormais sur les trois indicateurs suivants (chiffres concernant d'Avignon Université) :

Indicateurs de soutenabilité budgétaire 2025		
Niveau Final de trésorerie (>30 jours de fonctionnement)	47	Jours
Niveau Final du FDR (>15 jours de fonctionnement)	21	Jours
Charges de personnel (< 83% des produits encaissables)	83,46	%

L'établissement ne rencontre pas de difficultés concernant les deux premiers critères. Toutefois, la situation est fragile quant au troisième critère, relatif aux charges de personnel. Cela est lié aux mesures salariales partiellement, ou non, compensées. Il faut donc être vigilants pour ne pas dépasser le plafond autorisé car en cas de dépassement, l'établissement pourrait être soumis à un plan de retour à l'équilibre.

Le VP CA indique que les choix stratégiques de l'établissement n'ont pas évolué par rapport à l'année dernière. Il s'agit en effet des deux axes de spécialisation autour desquels est structuré l'établissement depuis 20 ans, de la recherche partenariale et des Villas aux interfaces.

En 2026, l'effort doit être porté sur les points suivants :

- rendre l'offre de formation attractive afin d'accroître le nombre d'étudiants, notamment via l'alternance ;
- structurer et valoriser les partenariats (les Villas, les Chaires partenariales, etc.) ;
- intégrer les questions environnementales et sociétales (exemple : le schéma directeur durabilité).

Le projet d'établissement, incarné dans le COMP, doit être décliné au sein du périmètre de chaque composante dans le cadre de leurs COMP respectifs, afin d'impulser une dynamique d'établissement commune à l'ensemble des composantes, de renforcer l'attractivité de l'université et répondre aux besoins de son territoire et de sa jeunesse. L'ambition du COMP des composantes est donc d'une part d'inscrire les actions des composantes dans la dynamique de la stratégie d'établissement et d'autre part d'appréhender leurs projets afin d'envisager les moyens pour les accompagner. Le COMP des composantes est un levier supplémentaire pour mettre en synergie les moyens, les priorités stratégiques de l'offre de formation (effectifs, réussite, insertion professionnelle, équilibre licence/master, nombre d'apprentis, etc.) et l'activité de recherche. Ces orientations sont déclinées annuellement avec des objectifs et des jalons évaluables, accompagnés des indicateurs pour le faire. Les financements et les moyens RH seront liés aux besoins, aux ambitions et aux engagements affichés dans les COMP des composantes.

Concernant les orientations budgétaires pour l'année 2026, Madame Laurence Sommazi indique qu'a été identifiée une hausse de plus d'1,5 M€ de dépenses de fonctionnement liée à l'inflation généralisée, à la hausse importante de certaines charges (énergie) et à de nouvelles dépenses (gardiennage, SI, Villa Créative, etc.). Il est nécessaire de générer des économies pour absorber ces nouvelles dépenses et suivre la baisse de la SCSP (baisse de 2% des enveloppes formation et recherche ; poursuite de l'effort de réduction des dépenses de déplacements). Il faut également poursuivre la maîtrise des achats avec une politique d'achat à la fois vecteur de sécurisation juridique et de performance économique. En matière de masse salariale, cette dernière avait augmenté en 2022 du fait de financements de la tutelle, puis elle a stagné en 2023 et elle augmente à nouveau en 2024 et 2025 du fait de contrats financés, d'un dégel de certains recrutements et de nouveaux contrats doctorants sur les Chaires notamment. Les orientations budgétaires de l'année 2026 comptent également une campagne d'emplois 2026 avec, a minima, deux repyramidages (un enseignant-chercheur et un BIATSS) et une attention renouvelée concernant les enveloppes d'heures complémentaires et les vacations.

En matière d'investissement, la priorité concerne les opérations CPER, à savoir la rénovation de la Bibliothèque Universitaire et la Villa Naturalité. Madame Laurence Sommazi indique qu'il est important aujourd'hui de remobiliser le fonds de roulement sur des opérations pluriannuelles, notamment en matière de rénovation énergétique.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

En termes de campagne d'emploi et en vue du départ à la retraite de trois enseignants-chercheurs au sein de l'Institut AgES, Monsieur Stéphane Nottin demande comment la gouvernance envisage cette situation à l'échelle d'une année ou deux ? Le VP CA répond que le travail conduit actuellement est d'étudier la faisabilité d'une campagne d'emplois. La volonté de la gouvernance est d'avoir une réelle campagne d'emplois (pas de campagne blanche). Dans ce travail en cours, la gouvernance mesure également l'impact de cette campagne d'emplois sur les années suivantes. Le VP CA précise qu'il a connaissance des difficultés rencontrées par les composantes, toutefois, l'ensemble de ces difficultés ne pourra être comblé par une seule campagne d'emplois. La politique affirmée porte sur des postes non pérennes afin de combler les urgences et dans la mesure du possible, le calibrage d'une campagne d'emplois pour renforcer petit à petit les besoins. Le Président ajoute qu'en effet, il ne peut y avoir trois campagnes d'emplois blanches d'affilées (enseignants-chercheurs) et précise que pour avoir une présentation complète des choix qui seront faits, il est nécessaire de rassembler l'ensemble des éléments et les mettre en perspective sur plusieurs années.

Concernant la campagne d'emplois, Madame Delphine Blanke fait remarquer que la précision « a minima » est indiquée dans la présentation projetée en séance mais pas dans la lettre de cadrage transmise aux conseillers. Le VP CA répond que depuis la rédaction de la lettre de cadrage, de nouvelles informations sont apparues, ce qui explique l'absence de ce terme dans la lettre de cadrage. Madame Delphine Blanke demande si cela peut être ajouté dans la lettre de cadrage. Le VP CA répond par l'affirmative.

Madame Fanny André demande des précisions sur l'enveloppe de moyens destinés à la formation, qui passe de 464 924 euros en 2025 à 272 500 euros en 2026. Le VP CA répond que les informations concernant cette enveloppe seront précisées dans le point suivant de l'ordre du jour, relatif aux enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche. Il ajoute que la présentation de l'enveloppe a été retravaillée avec le VP CFVU. En effet, au-delà des heures complémentaires, ce qui était affiché jusqu'à présent ne correspondait pas à la réalité de la dotation de fonctionnement aux composantes or c'est cet élément-là qui nous intéresse.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2. Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2026

Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières (DAF), présente ce qui détermine les recettes de l'établissement, à savoir :

- la subvention pour charge de service public (SCSP) versée par le ministère chargé de l'enseignement supérieur,
- les autres subventions,
- les droits d'inscription,
- les prestations de formation continue,

- les prestations de recherche,
- les autres prestations,
- la taxe d'apprentissage.

Ces ressources ne font pas toutes l'objet d'une répartition par la CFVU et la CR. En effet, les seules concernées sont :

- une partie de la part « fonctionnement » de la subvention pour charge de service public (SCSP) versée par le ministère chargé de l'enseignement supérieur,
- les droits d'inscription,
- une faible partie des ressources propres notamment la taxe d'apprentissage et le préciput.

Les autres ressources de fonctionnement rejoignent directement leur destination :

- la masse salariale centrale,
- les laboratoires, composantes et services (recettes fléchées).

Concernant l'enveloppe de moyens destinés à la formation, le VP CA rappelle, comme indiqué dans le point précédent, qu'il a travaillé avec Monsieur Bassam Jabaian, VP CFVU, sur la présentation de cette enveloppe. L'enveloppe, telle que présentée historiquement, est juste mais ne donne pas une idée réelle de la dotation « formation » aux composantes. Ainsi, par exemple, le montant des heures complémentaires de l'année 2025 était affiché à 1 816 400 euros, or, structurellement, il est d'environ 2 200 000 euros, soit ici une sous-évaluation du montant. Ce qui doit être voté et qui intéresse la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) est l'enveloppe formation des composantes. Pour isoler cette enveloppe, il faut sortir de la présentation les heures complémentaires pour les transférer vers l'enveloppe relative à la masse salariale, séparer les ressources propres des composantes de la dotation de l'établissement et enfin, il faut transférer la part de l'enveloppe liée aux services (SAFIRE, MAPUI, SUAPS) vers l'enveloppe générale de fonctionnement des services. Ainsi, pour l'année 2025, la réalité de la dotation « formation » pour les composantes est de 289 894 euros et non 464 924 euros. Désormais, seule la dotation « formation » aux composantes sera affichée dans l'enveloppe. Pour l'année 2026, la dotation « formation » aux composantes sera fixée à **272 500 euros**. La différence entre l'enveloppe de l'année dernière (289 894 euros) et celle de cette année (272 500 euros) est liée à la baisse de 2% de la SCSP Fonctionnement (- 5 798 euros) et au gel de précaution fixé à 4% en 2026 (- 11 596).

Concernant l'enveloppe de moyens destinés à la recherche, le VP CA indique que la structure de cette dernière n'a pas changé, bien qu'un travail de réflexion soit en cours pour savoir comment y faire apparaître le coût des plateformes. Pour l'année 2026, l'enveloppe de moyens destinés à la recherche sera fixée à **1 302 375 euros**. La différence entre l'enveloppe de l'année dernière (1 328 955 euros) et celle de cette année (1 302 375 euros) est liée à la baisse de 2% de la SCSP Fonctionnement (- 26 580 euros). Il a été fait le choix d'annuler le gel de précaution, fixé à 0% en 2026 car c'est l'année où la charge de gestion de leur dimension recherche est transférée aux composantes avec une part du transfert de l'enveloppe « recherche ». L'enveloppe recherche 2026 est identique à celle de l'année 2025. Il s'agit de la seule enveloppe qui reste stable.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Stéphane Nottin demande si les revenus de l'alternance sont inclus dans l'enveloppe « formation ». Le VP CA répond par l'affirmative et précise que ces revenus sont rappelés ici pour information.

Madame Fanny André indique que pour avoir une meilleure vision de l'enveloppe de moyens destinés à la formation, il faudrait un rapport comparatif pour les composantes. Le VP CA répond que cela est impossible car il s'agit de deux temporalités différentes. Il précise que le CA se prononce sur l'enveloppe globale et c'est la CFVU qui se prononce sur la répartition de l'enveloppe entre les composantes.

Madame Delphine Blanke demande si le volume des heures complémentaires ne sera plus jamais voté. Le VP CA répond que c'est le volume des maquettes qui est voté alors que les heures complémentaires sont constatées (service fait). Cela explique également la nouvelle structuration de l'enveloppe formation.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Questions relatives à l'international :

3.1. Approbation du schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale

Mesdames Pascale Battaglia et Agnès Vinet quittent la séance.

Le VP CA donne la parole à Madame Sophie Antoine, Vice-présidente déléguée aux relations internationales, qui présente le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale. Ce schéma, qui engage l'établissement pour les années à venir s'appelle « VISA » pour « **V**ers l'**I**nternational : **S**tratégie et **A**ctions ». Il est issu d'un travail collectif entre plusieurs directions et services (DARI, DRI, Direction de la communication, etc.).

Le but de ce schéma est de préciser les lignes politiques en matière d'internationalisation et de développement international de l'établissement. Le processus d'internationalisation a émergé depuis plusieurs mois et a pris un grand élan avec le projet du Président qui avait réuni des groupes de travail dans le but de connaître les priorités et préoccupations auxquelles est soumis le public. Suite à l'élection du Président et à sa prise de fonction, des rencontres ont eu lieu avec les personnels des services et composantes afin d'établir un état des lieux et se rendre compte que ce schéma directeur est une étape intéressante. Est ensuite venue l'élaboration du document écrit présenté ce jour, qui a vocation à prendre de l'ampleur et à se déployer. La présentation et le vote du schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale dans les instances de l'établissement a vocation à avoir un effet tremplin afin que chaque membre de la communauté s'approprie le document.

Le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale a pour logique d'intégrer l'internationalisation aux missions et à la dynamique de l'établissement. Il s'articule avec les grands projets de l'établissement dans lesquels les équipes sont d'ores et déjà engagées et avec les autres schémas directeurs de l'établissement.

La phase d'état des lieux et d'analyse des enjeux a permis de mettre en évidence un ensemble de ressources. En matière de formation et de recherche, il existe un certain nombre de forces avec de nombreux accords.

La phase d'état des lieux et d'analyse des enjeux a également permis de mettre en évidence un ensemble de limites. Avec ce schéma directeur, l'idée est de mieux organiser les ressources préexistantes pour répondre à un environnement de plus en plus exigeant avec des mutations, des pratiques, des attentes des chercheurs et des étudiants, de la concurrence et des incertitudes géopolitiques. Cet environnement exigeant, dans lequel l'Europe est présentée quelquefois comme un problème, fait également partie des solutions ou des éléments qui peuvent permettre aux équipes de faire mieux. L'environnement exigeant se manifeste également par différents labels avec des critères d'exigence remplis, ou non, mais qui donnent un cadre de référence sur lequel s'appuyer.

Le schéma prend la forme d'un document écrit, qui fixe et propose une vision stratégique à moyen terme, qui définit des références et des priorités. Le document n'est pas figé et est amené à évoluer avec les différents acteurs qui sont impliqués. L'ensemble de moyens, rédigé dans le schéma directeur, a plusieurs objectifs spécifiques en matière d'internationalisation, à savoir :

- développer une culture de l'internationalisation au sein de l'établissement ;
- assurer et améliorer la qualité des fonctions régaliennes d'Avignon Université. Il ne s'agit pas ici de l'internationalisation en sus de ce qui est fait habituellement, mais cela est bien au service de la formation et de la recherche ;
- renforcer l'image, l'attractivité de l'établissement et mettre en place la dynamique de démarche qualité qui est engagée pour l'ensemble des activités de l'établissement.

Le schéma directeur est rédigé avec une dizaine de pages qui traitent les deux questions suivantes :

- l'établissement qui se mobilise pour son internationalisation ;
- l'internationalisation qui sert l'établissement.

Il se décline ensuite autour de 18 fiches actions qui concernent plus spécifiquement la recherche, la formation, la culture internationale d'établissement et la vie des langues. Madame Sophie Antoine présente aux conseillers un modèle de fiche action (projection en cours de séance).

La vie de ce schéma directeur doit amener chacun au double questionnement systématique suivant :

- est-ce que l'action mise en œuvre actuellement nécessite des adaptations particulières par rapport à l'internationalisation de l'établissement (exemple : est-ce que le flyer de ma formation doit être adapté en vue d'accueillir des étudiants et enseignants internationaux ?) ?
- quelles sont les opportunités qu'offre cette internationalisation pour améliorer l'action qu'il était prévu d'ouvrir ?

Le Président et le VP CA soulignent le travail considérable réalisé par Sophie Antoine et par les équipes et les remercient pour l'élaboration de ce schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale.

Madame Aude Favre, Consultante interne - Cellule accompagnement aux projets et à la transformation, ajoute que le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale, tout comme le schéma directeur de la durabilité, va vivre, notamment à travers les composantes, et des réunions seront organisées avec ces dernières pour la déclinaison du schéma et faire remonter les éléments qui ne l'avaient pas été initialement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions relatives aux ressources humaines :

4.1. Approbation de l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail

Le VP CA donne la parole à Madame Stéphanie Adou, Conseillère de prévention des risques professionnels - Santé et sécurité au travail, qui présente l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail. Ce document a été présenté en Formation Spécialisée en matière de Santé de Sécurité et de Conditions de Travail (FS SSCT) le 10 juin 2025. Il est très structurant en matière de prévention des risques pour l'établissement et l'aboutissement d'un travail collectif ayant permis de poser les bonnes questions sur le bon découpage des acteurs de la prévention ainsi que sur les droits et devoirs de chacun (*cf. annexe pt. A.4.1_Instruction santé sécurité au travail*). Ce document concerne la santé et la sécurité au travail avec, d'un côté, les risques d'accident du travail et de maladies professionnelles, c'est-à-dire les risques auxquels sont exposés les personnels dans le cadre de leur activité. D'un autre côté, il y a les risques liés à l'incendie, l'intrusion, ce que l'on appelle plus généralement « les risques de panique » qui sont liés au fait de se trouver dans un établissement qui reçoit du public et qui peut être soumis à un certain nombre de risques majeurs. La réglementation en la matière se trouve en partie dans le code du travail avec des spécificités propres à la fonction publique d'État, notamment dans le livre 4. Un décret existe, sur lequel se basent les fondements et notamment les responsabilités de chacun ainsi que la notion de chef de service. Pour le risque incendie et de panique, la notion de responsabilité est plus habituelle et plus facile à mettre en place car cela est structuré par les textes et l'établissement dispose d'un pôle en charge de la sûreté, de la sécurité incendie au sein de la Direction du Cadre de Vie et de Sécurité (DCAVIS).

Dans l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail, une partie décrit les responsabilités des différents acteurs dont celles du Président de l'université, qui a essentiellement la responsabilité de mettre en place une organisation de la prévention des risques. Un certain nombre de ces missions est décliné via le Directeur général des services. Il existe également des directions techniques dans les bâtiments de l'établissement à savoir la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) et la Direction du Cadre de Vie et de Sécurité (DCAVIS). Pour une meilleure visibilité auprès de la communauté universitaire, les rôles des deux directions sont rappelés dans l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail présentée ce jour. Un autre acteur important concernant la santé et la sécurité au travail est le conseiller de prévention. Il s'agit d'une fonction de conseil et d'assistance auprès du Président et des directeurs en matière de prévention mais également d'animation d'un réseau d'assistants de prévention. Cette fonction est occupée par Madame Stéphanie Adou.

En matière de santé et sécurité au travail, des responsabilités sont données aux directeurs d'unité de travail et la question s'est posée de savoir ce qu'est une unité de travail. Dans le cadre de la réorganisation de l'établissement et la création des instituts, un groupe de travail a été mis en place afin de redéfinir les unités de travail et permettre d'organiser le réseau des assistants de prévention qui en découlerait. L'établissement compte neuf grandes unités de travail : Service Formation tout au long de la vie, Bibliothèque universitaire, Service Universitaire Activités Physiques et Sportives, DGSA Fonctions Support, DGSA Fonctions Transformations et Evaluation, ICPSN, IAGES, IUT et CERL. Dans un but d'efficacité quant aux actions de prévention, les services centraux sont répartis entre les deux DGSA. Aux mois de décembre 2024 et janvier 2025, une session de formation a été organisée à destination des directeurs d'unités de travail afin de leur présenter les détails de leurs obligations en la matière. Parmi les acteurs ayant des responsabilités en matière de santé et sécurité au travail, il y a également les responsables de services, de pôles ou les responsables d'équipe de recherche en tant qu'encadrants. Ils ont pour responsabilité d'informer les agents qu'ils encadrent des risques qu'ils encourent, de mettre en place un certain nombre de consignes en cas de risques spécifiques et de définir les besoins de formation remontés via les entretiens professionnels individuels.

Les assistants de prévention constituent des acteurs très importants en matière de santé et sécurité au travail. Il s'agit d'agents qui dédient 10% de leur temps de travail en sus de leur activité habituelle pour mener des actions de prévention dans leur service. Ce sont des personnels de terrain et des relais qui font remonter des informations et décliner des actions dans les services.

Parmi les acteurs externes en matière de santé et sécurité au travail, il y a le service de santé au travail. Il s'agit du prestataire public « Centre de gestion de la fonction publique territoriale » qui assure les visites médicales des agents. En la matière, il existe également la Formation Spécialisée en matière de Santé de Sécurité et de Conditions de Travail (FS SSCT), qui est une instance dont les membres sont des représentants du personnel d'Avignon Université. L'instance est composée de dix membres titulaires, dix suppléants et des représentants de la direction.

Enfin, le dernier acteur en matière de santé et sécurité au travail est l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST). Ce dernier vérifie les conditions d'application des règles définies ayant trait à la protection de la santé et de la sécurité des personnels dans leur travail. La dernière visite ministérielle de l'inspecteur santé et sécurité au travail au sein de l'établissement a eu lieu en 2022, durant trois jours et la prochaine visite devrait avoir lieu quatre ans plus tard, soit en 2026.

L'instruction relative à la santé et la sécurité au travail comprend également les outils de la prévention tels que les registres ou encore le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP). Ces outils sont accessibles en version dématérialisée sur l'ENT et sur la plateforme e-Doc.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2. Approbation du projet de fusion de la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) et de la Direction du Cadre de Vie et de la Sécurité (DCaViS)

Le projet de fusion de la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) et de la Direction du Cadre de Vie et de la Sécurité (DCaViS) ayant reçu un avis négatif à l'unanimité du Comité social d'administration (CSA), il sera à nouveau présenté dans le cadre d'une séance extraordinaire prévue le 10 juillet 2025, avec une modification de l'intitulé qui sera le suivant :

« *Perspective de rapprochement DPI/DCaViS en vue de la dévolution du patrimoine, vote sur le principe des étapes de travail* ». Aussi, ce point est reporté et sera traité par le Conseil d'administration à la rentrée 2025.

Monsieur Fabien Monnet quitte la séance.

4.3. Approbation du transfert de la gestion des formations en alternance et formation continue vers les composantes

Ce point est présenté après le point B.1.6 de l'ordre du jour. Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, Directrice du SFTLV, qui présente le transfert de la gestion des formations en alternance et formation continue vers les composantes (*cf. annexe pt. A.4.3_ Transfert gestion formations alternance et continue*).

Madame Nabila Bellamine indique que les difficultés de l'organisation actuelle sont :

- la dispersion des compétences et des responsabilités, avec une multiplicité des services impliqués et une complexité pour les équipes et les usagers ;
- des circuits décisionnels complexes avec des processus longs, peu réactifs et de nombreuses validations ;
- un manque de visibilité de l'offre de formation avec une offre de formation continue et en alternance peu intégrée dans les catalogues ;
- un pilotage et un accompagnement fragmentés avec une gestion éclatée des outils, qualité et tarifs ;
- une adaptation limitée aux évolutions avec une organisation peu agile face aux besoins et changements ;
- des parcours usagers peu fluides avec une difficulté à identifier les bons interlocuteurs et des réponses tardives.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- fluidifier les processus administratifs et pédagogiques ;
- renforcer l'implication des composantes dans la gestion et le développement des formations ;
- optimiser l'accompagnement des étudiants et des partenaires ;
- assurer une meilleure lisibilité de l'offre de formation ;
- réaffecter les personnels selon les besoins pour maintenir une expertise forte.

Dans le cadre du transfert de la gestion des formations en alternance et formation continue vers les composantes, le SFTLV ne sera plus en charge du pilotage de l'offre de formation. Ce pilotage relèvera des composantes (IAgES, ICPSN, IUT et CERI). Le SFTLV sera, entre autres missions, en charge du développement et de l'ingénierie des formations.

Pour la mise en œuvre de ce changement, les agents concernés seront identifiés, avec une cartographie des compétences et des missions. Le transfert des personnels sera progressif et leur accompagnement sera personnalisé. Les équipes seront formées sur les procédures. En termes de calendrier prévisionnel, le projet est mis en place entre les mois de mars et décembre 2025 avec les étapes de diagnostic, préparation, transfert progressif, accompagnement et installation physique.

Les bénéfices attendus du transfert de la gestion des formations en alternance et formation continue vers les composantes sont :

- l'amélioration de la réactivité et de la proximité avec les étudiants, les équipes pédagogiques et les entreprises ;
- une meilleure adaptation des formations aux besoins des composantes et des territoires ;
- la simplification des circuits administratifs ;
- la montée en compétences des personnels ;
- la sécurisation des activités des gestionnaires.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs transfert de la gestion des formations en alternance et formation continue vers les composantes.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre)**

4.4. Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2025-2026

Le VP CA présente la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2025-2026 et indique que la structure de ce tableau sera également présentée dans le point B.4.7, relatif à l'indemnité fonctionnelle (C2) du Régime Indemnitare des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC).

La liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2025-2026 est identique à celle de l'année dernière hormis la deuxième ligne de la page 3 à supprimer : « *CHARGE DE MISSION PERMANENTE - Coordination Service Santé Universitaire - PCA - 2 500,00 €* ». En effet, cette mission existait avant le recrutement d'un médecin coordinateur au sein de l'établissement et elle s'arrêtera au mois d'août 2025.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2025-2026, sous réserve de supprimer la deuxième ligne de la page 3 : « *CHARGE DE MISSION PERMANENTE - Coordination Service Santé Universitaire - PCA - 2 500,00 €* ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.5. Approbation de la suppression de la procédure de dérogation aux plafonds d'heures complémentaires recommandés

Le VP CA donne la parole à Madame Delphine Pezzo, Directrice des ressources humaines, qui indique qu'en 2021, le Conseil d'administration a délibéré sur l'instauration d'un plafond d'heures complémentaires préconisé. Jusqu'à présent, à chaque campagne de recensement des heures complémentaires des personnels permanents, les agents dépassant les seuils recommandés devaient impérativement compléter une demande de dérogation à faire signer par la structure d'affectation, la structure d'accueil et le Président de l'université. Il s'agit d'un long process et le nombre de dérogations a doubler en deux années. Aussi, il est proposé au Conseil d'administration de ce jour de simplifier ce process ainsi : pour l'année 2024-2025 et les années à venir, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'une validation globale par le Président sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires aux mois de juillet et août.

Le VP CA indique que le VP CFVU propose une modification demandée par la CFVU, à savoir que les directeurs de composantes émettent un avis sur les demandes de dérogation avant leur transmission pour validation globale par le Président. Le Président précise qu'il s'agit d'une mesure de simplification car ces actes généraient de l'activité administrative. En effet, 90 à 95% de ces actes étaient signés et le nombre de points d'alerte méritant une attention particulière était très faible. La proposition de modification dans l'avant-dernier paragraphe serait la suivante : « *Dorénavant, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'un avis des directeurs de composante avant transmission au Président de l'Université pour validation globale, sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires (juillet/août)* ».

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke demande s'il n'y aura plus de plafonds. Madame Delphine Pezzo répond que dans les documents annexes transmis aux membres du CA, la note explicative est accompagnée d'un tableau nommé « Tableau HETD préconisées » avec indication des plafonds.

S'agissant de services réalisés, Madame Delphine Blanke demande des précisions en cas de veto du Président. Le Président répond qu'en cas de situation déraisonnable en termes d'heures complémentaires, la demande sera traitée et étudiée en recevant l'agent concerné. Tel qu'il était mis en œuvre, le dispositif ne permettait pas de prévenir les éventuels dépassements des plafonds et les actes intervenaient à postériori.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la suppression de la procédure de dérogation aux plafonds d'heures complémentaires recommandés, sous réserve de modifier, suite à la demande de la CFVU, la phrase suivante : « *Dorénavant, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'une validation globale par le président de l'université, sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires (juillet/août)* » ainsi : « *Dorénavant, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'un avis des directeurs de composante avant transmission au Président de l'Université pour validation globale, sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires (juillet/août)* ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.6. Actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)

Le VP CA présente l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC). Deux responsabilités ont été actualisées depuis la version précédente présentée au CA, à savoir :

- la charge de mission permanente du référent laïcité, dont les termes « racisme et antisémitisme » sont supprimés pour des questions de forme ;
- l'ajout d'une responsabilité pour projet de recherche dans le cadre du nouveau projet de recherche « AlertKnow Financement Fondation MAIF ».

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke indique que pour l'année 2024-2025, il y avait un prorata pour la direction du département « TC », qui apparaissait dans le document traité par le CA restreint mais n'apparaît pas ici. Le VP CA répond que cela est lié au fait qu'en CA restreint apparaissent les éléments nominatifs tandis que le CA plénier vote la fonction, sans les noms.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.7. Approbation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)

Le VP CA présente les responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC). Une seule modification a été apportée au document, à savoir le changement de l'intitulé de la mission « Référent laïcité, racisme et antisémitisme » par « Référent laïcité ». L'agent qui sera en charge de cette mission n'a pas un statut lui permettant de percevoir l'indemnité fonctionnelle C2 donc le montant passe de 1 500 euros à 0 euros. Le VP CA remercie cet agent qui a accepté la charge de la mission sans la prime.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC), sous réserve de remplacer, en page 2 de l'annexe, « Référent laïcité, racisme et antisémitisme » par « Référent laïcité ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.8. Référentiel des responsabilités pédagogiques au titre de l'année 2025-2026 :

4.8.1. Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2025-2026

Le VP CA indique deux changements mineurs entre le référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT de l'année 2024-2025 et celui de l'année 2025-2026 :

- dans l'intitulé du tableau, une formulation est légèrement différente mais n'en change pas le sens ;
- auparavant, dans les tableaux, il y avait une décomposition des responsabilités en fonction des quatre départements. Désormais, les responsabilités sont affichées de manière générique, quel que soit le département (exemple : Encadrement des stages : 2,5h / étudiant BUT 2 et 3).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.8.2. Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT au titre de l'année 2025-2026

Le VP CA présente les quatre changements entre le référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT de l'année 2024-2025 et celui de l'année 2025-2026 :

- auparavant, les directeurs d'études de licence intervenaient uniquement en L1 et L2. À partir de la rentrée de septembre 2025, ils interviendront également en L3 (page 1, ligne 3 de l'annexe). Formellement, cela ne change rien sur cette responsabilité ;
- la responsabilité du Master MEEF a été supprimée car ce dernier ne fait plus partie de l'offre de formation de l'établissement ;
- création de la coordination de l'UE « Transition environnementale pour un développement soutenable » (TEDS). La création de cette UE à destination des étudiants de licence relève d'une obligation ministérielle ;
- la responsabilité relative aux classes TREMLIN a été supprimée car ces dernières n'existent plus et en lieu et place de cette responsabilité a été ajoutée la coordination des tests de positionnement pour les primo-entrants en L1.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT au titre de l'année 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.9. Approbation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA indique que le référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année universitaire 2025-2026 est la déclinaison en EQS du point A.4.8 traité précédemment. Les quatre modifications apportées au référentiel sont les mêmes que celles indiquées précédemment, à savoir :

- auparavant, les directeurs d'études de licence intervenaient uniquement en L1 et L2. À partir de la rentrée de septembre 2025, ils interviendront également en L3 (page 1, ligne 3 de l'annexe). Formellement, cela ne change rien sur cette responsabilité ;
- la responsabilité du Master MEEF a été supprimée car ce dernier ne fait plus partie de l'offre de formation de l'établissement ;
- création de la coordination de l'UE « Transition environnementale pour un développement soutenable » (TEDS). La création de cette UE à destination des étudiants de licence relève d'une obligation ministérielle ;
- la responsabilité relative aux classes TREMLIN a été supprimée car ces dernières n'existent plus et en lieu et place de cette responsabilité a été ajoutée la coordination des tests de positionnement pour les primo-entrants en L1.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

1.1. Approbation de l'offre de formations « FC Label » de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé à compter de l'année universitaire 2025-2026

Monsieur Mario Lubin quitte la séance.

Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, Directrice du SFTLV, qui présente l'offre de formations « FC Label » de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé à compter de l'année universitaire 2025-2026. Il s'agit ici principalement des formations « FC Label » créées à partir du Master MAFEN, qui a permis une structuration en blocs de compétences.

L'offre soumise au vote du CA est composée des sept formations suivantes :

- Maîtriser les fondamentaux de la santé végétale,
- Attributs de qualité des aliments (partie 1 **et** partie 2),
- Potentiel des sous-produits alimentaires,
- Santé végétale,
- Micronutriments dans la nutrition,
- Impact de la nutrition.

Ces formations permettent de diversifier l'offre de formation de l'établissement et de proposer des parcours davantage modulaires et adaptés à la montée en compétences progressive des professionnels.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'offre de formations « FC Label » de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé à compter de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.2. Approbation de la modification de l'offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 6 mai 2025

Madame Nabila Bellamine garde la parole et présente la modification de l'offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 6 mai 2025. La modification présentée ici est liée au Master MAFEN dont les blocs de compétences et les maquettes ont été revus. Cela a eu un impact sur l'offre tarifaire. En effet, il est nécessaire de pouvoir ajuster l'offre tarifaire afin de tenir compte des modifications d'heures et de l'adaptation des intitulés des formations correspondant à ceux des éléments constitutifs d'unités d'enseignement (ECUE).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification de l'offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 6 mai 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.3. Approbation de la modification de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 1er avril 2025

Le VP CA présente la modification de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 1er avril 2025. Il s'agit d'ajouter deux catégories d'UEO qui sont :

- la reconnaissance pour les étudiants inscrits en parcours LAS dont les mineurs santé sont suivies à Marseille. Sous réserve de suivre ces mineurs santé dans le cadre du parcours LAS à Marseille, l'idée est de leur proposer de valider une UEO santé par semestre. Cela n'aura pas d'impact sur la maquette car il y aura toujours 28 crédits disciplinaires, auxquels s'ajouteront ces UEO ;
- deux UEO de préparation au CAPES à compter de la rentrée de septembre 2025 (demande anticipée). Ces UEO vont être constitutives du futur DU « Préparation au CAPES » en cours de construction.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026 suite à la séance du Conseil d'administration en date du 1er avril 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.4. Approbation de la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)

En raison des contraintes horaires de Monsieur Guillaume Marrel et Madame Séverine Suchail, les points A.1.4, A.1.5 et A.1.6 sont présentés après le point A.4.2 de l'ordre du jour.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN), qui présente la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027. L'objectif de la demande est de garantir une continuité de formation dans cette filière pour laquelle la composante ne dispose plus que d'une licence. L'idée est donc de permettre aux étudiants de la filière LEA d'Avignon Université d'avoir un débouché en Master sur les enjeux de l'hôtellerie, du tourisme et de l'œnotourisme. Ce Master comprendra un premier parcours international « Hospitality Management » et un second, intitulé « Œnotourisme ».

et Territoires Viticoles ». Le Conseil de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques a émis un avis favorable sur cette demande d'accréditation.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.5. Approbation de la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)

Monsieur Guillaume Marrel garde la parole pour présenter la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027. Au sein du CER « Sciences sociales. Sciences politique, économiques et de gestion », il existe la licence AES sans débouché en Master direct depuis la création de la licence « Science politique » et la consolidation du Master de politique publique pour la filière « Sciences Po ». Lors de la vague d'accréditation, l'UFR DEG avait demandé l'accréditation d'un Master mention « Management PME-PMI » avec un parcours « Management de l'innovation et transformation numérique ». L'équipe pédagogique du CER « Sciences sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » a souhaité repositionner la mention pour élargir son assise et le nombre de collègues déjà impliqués ou qui pourraient l'être dans le portage de cette formation, donc élargir le management PME-PMI à une mention « AES », qui est beaucoup plus large, dans la continuité de la licence AES du même nom. Le parcours est exactement le même et le contenu de la formation va changer de manière marginale et il reste un parcours « Management de l'innovation et de la transformation numérique ».

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.6. Approbation de la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Agrosciences, Environnement et Santé)

Le VP CA donne la parole à Madame Séverine Suchail, Directrice adjointe aux formations de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé, qui présente la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027. La demande fait suite à une discussion au sein du CER « Biologie ». En effet, la licence actuelle « Sciences de la Vie et de la Terre » (SVT) compte trois parcours en L3 : « Sciences de la Terre et de l'Eau », « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement ». Il n'y a pas d'enseignement en sciences de la Terre dans les parcours « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement ». De ce fait, l'intitulé n'est pas en adéquation avec les enseignements. De plus, les étudiants qui sortent de ces parcours s'orientent vers des masters en biologie (sciences de la vie). Le fait d'être diplômés en Sciences de la Vie et de la Terre dessert les étudiants et certains d'entre eux ont fait remarquer qu'ils rencontraient des problèmes liés à l'intitulé de la mention « Sciences de la Vie et de la Terre ». Aussi, la composante souhaite que les étudiants inscrits en L3 dans les parcours « Biologie-Santé-Environnement » et « Agrosciences » soient diplômés de la mention « Sciences de la Vie » (SV) et non plus « Sciences de la Vie et de la Terre ». En termes d'organisation, cela ne changera rien au niveau de la maquette car les étudiants n'ont pas d'enseignement de sciences de la Terre. De même, d'un point de vue financier, cela n'aura aucun impact car il n'y a pas de changement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Agrosciences, Environnement et Santé).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le Président indique que les demandes d'accréditation présentées ici s'inscrivent dans un projet d'établissement qui soulignait le fait qu'il fallait renforcer l'offre de formation en master, améliorer la cohérence globale de l'offre formation,

répondre aux demandes des étudiants et peut-être travailler aussi à la bonne intégration de l'offre formation dans l'environnement socio-économique général. Il souligne le travail réalisé ici par les équipes dans un temps aussi court avec des partenaires avec lesquels il faut que l'établissement travaille.

1.7. Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » : approbation de la programmation des actions au titre de l'année 2024-2025 (vague 3)

Le VP CA donne la parole à Madame Audrey Abonnen, Vice-Présidente en charge de la Vie Universitaire (VP VU), qui présente la programmation des actions au titre de l'année 2024-2025 (vague 3) suite à la commission « Contribution de vie étudiante et de campus » qui s'est réunie le 10 juin 2025 :

- Projet de la VP VU : Schéma Directeur de la Vie Étudiante, pour un montant de 15 K€. La somme est imputée à l'enveloppe pour projet structurant, afin de financer l'enquête du Schéma Directeur de la Vie Étudiante. La commission CVEC a émis un avis favorable à l'unanimité sur ce projet ;
- Projet de la Direction de la Culture et de la Vie de Campus : Emplois étudiants 2025. Le budget disponible jusqu'au mois de décembre sera utilisé pour financer deux postes d'ASI afin d'avoir davantage d'efficacité dans le portage des projets (un poste en vie étudiante et le deuxième en culture). La commission CVEC a émis un avis favorable à l'unanimité sur ce projet.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la programmation des actions au titre de l'année 2024-2025 (vague 3) de la commission « Contribution de vie étudiante et de campus ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.8. Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) : approbation de la programmation des actions de l'année 2026 (vague 1)

Madame Audrey Abonnen garde la parole pour présenter la programmation des actions de l'année 2026 (vague 1) suite à la commission « Contribution de vie étudiante et de campus » qui s'est réunie le 10 juin 2025. Concernant le budget prévisionnel de la CVEC, il a été calculé sur la base d'un nombre théorique d'étudiants, à savoir 6 300 pour l'année 2026, avec une part fixe de 46 euros/étudiant et une part complémentaire de 20 euros/étudiant. Afin d'éviter les reliquats trop importants, le MESR préconise d'anticiper cette part complémentaire, qui est versée au mois de juillet. Les recettes de l'année 2025-2026 représenteraient 415 800 euros, auxquelles il faut ajouter les reliquats de l'année 2025. Une part « FSDIE » et une part « Santé » n'ont pas été dépensées mais s'agissant des deux seules thématiques dont les montants ne peuvent être réintégrer dans l'enveloppe générale, ces montants sont fléchés directement sur le FSDIE et la santé. Il faut également tenir compte du fonds de roulement de la CVEC avec une partie de l'enveloppe qui est constituée de crédits non consommés. Ce sont donc des projets qui n'ont pas pu voir le jour et dont le financement est remis dans l'enveloppe commune. Enfin, il faut également comptabiliser une réserve pour un projet structurant, évoqué dans le point précédent (enquête du Schéma Directeur de la Vie Étudiante), dont le montant est de 15 K€. Les recettes représentent un montant total de 596 453,89 euros. Dans le tableau relatif au budget prévisionnel de l'année 2026, apparaissent également les dépenses qui répondent aux recettes. Pour des raisons pratiques, les dépenses ne sont plus organisées par services mais par grands domaines d'actions (*cf. annexe pt. B.1.8_Commission CVEC_Programmation 2026_Vague 1 – Budget prévisionnel CVEC 2026*).

Madame Audrey Abonnen présente la programmation des actions de l'année 2026 (vague 1) :

Santé :

- Projet du Service de Santé Étudiante : Diversification de l'accès au soin, pour un montant de 30 000 €.
- Projet du SUAPS : Santé et bien-être, pour un montant de 7 085 €.

Prévention :

- Projet de la DCVC : Prévention des risques et lutte contre les VSS, pour un montant de 12 728 €.

Accompagnement social :

- Projet de la DCVC : Action sociale (dispositifs collectifs : corbeilles solidaires, etc.), pour un montant de 51 593 €.
- Projet de la DRI : Logement d'urgence, pour un montant de 1 000 €.

Initiatives étudiantes - projets associatifs :

- Projet de la DCVC : Vie associative, pour un montant de 39 997 €.

Pratique sportive :

- Projet du SUAPS : Aide au développement personnel, pour un montant de 69 461 €.

Art et culture :

- Projet de la DCVC : Culture (médiation culturelle, résidence d'artistes, etc.), pour un montant de 25 937 €.

Accueil des étudiants :

- Projet de la DRI : Plateforme LivinFrance - année 1/3, pour un montant de 2 400 €.
- Projet de la DRI : Accueil des étudiants internationaux, pour un montant de 6 305 €.
- Projet de la DCVC : Événements d'accueil des étudiants, pour un montant de 99 344 €.
- Projet du SUAPS : Accueil des masters, pour un montant de 31 400 €.

La commission CVEC du 10 juin 2025 a émis un avis favorable à l'unanimité sur l'ensemble des projets ci-dessus.

Le montant total des dépenses pour l'année 2026 est de 583 513,89 € (reliquat/déficit prévisionnel 2025 : 12 940 €).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la programmation des actions au titre de l'année 2026 (vague 1) de la commission « Contribution de vie étudiante et de campus ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

2.1. Présentation de la stratégie de déploiement du contrôle interne métier (information)

La présentation de la stratégie de déploiement du contrôle interne métier est reportée à une séance ultérieure du Conseil d'administration.

2.2. Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2025-2026

Comme chaque année, les membres du Conseil d'administration sont informés du calendrier prévisionnel des séances de la prochaine année universitaire.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

2.3. Information relative aux adhésions et renouvellements d'Avignon Université à des organismes ou associations dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président (état du 13 juin 2025)

Dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le Conseil d'administration au Président, ce dernier doit informer l'instance des adhésions et renouvellements d'Avignon Université à des organismes ou associations.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

3.1. Information relative aux conventions signées dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président (état du 13 juin 2025)

Comme pour le point précédent et toujours dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le Conseil d'administration au Président, ce dernier doit informer l'instance des conventions qu'il a signées.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

3.2. Approbation de la convention de partenariat entre Avignon Université et l'ES Banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025

La convention de partenariat entre Avignon Université et l'ES Banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025 n'étant pas encore signée par le partenaire, ce point est reporté à une séance ultérieure du Conseil d'administration.

3.3. Approbation de la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le lycée François Pétrarque (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Management et Gestion des Organisations » (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, qui présente la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le lycée François Pétrarque (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Management et Gestion des Organisations » (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

La convention de coopération présentée ici fixe l'organisation pédagogique et administrative de la licence professionnelle « Management et Gestion des Organisations » entre Avignon Université et le lycée François Pétrarque, mais également les modalités financières, la durée ou encore les enjeux du partenariat.

Il s'agit de la dernière année de signature de cette convention. En effet, ce partenariat va évoluer car initialement, la licence professionnelle « Management et Gestion des Organisations » été principalement ouverte à un public du secteur agricole afin de l'accompagner sur la thématique du management et de la gestion des organisations, or ce diplôme se généralise et accueille beaucoup moins ce public initial. À compter de l'année universitaire 2025-2026, le partenariat va évoluer vers une convention-type de coopération pédagogique avec le lycée François Pétrarque et des unités d'enseignement davantage généralistes dans des domaines tels que la gestion.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le lycée François Pétrarque (Avignon) dans le cadre de la licence professionnelle « Management et Gestion des Organisations » (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions diverses

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h20.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS